

FORUM DES PEUPLES POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE ET LA RÉGULATION DE LA FINANCE

22.-25.06.2023 BÂLE



Du 22 au 25 juin, des activistes indigènes et de première ligne du monde entier, ainsi que des activistes, des militant·es et des expert·es financiers de Suisse et d'Europe uniront leurs forces pour mettre fin à la finance fossile. Le [Forum des peuples pour la justice climatique et la régulation de la finance](#) appelle à la démocratisation et à la décolonisation du système financier grâce à un programme varié comprenant des ateliers, des plénières, des concerts, des actions de rue et une marche jusqu'aux portes de la BRI.

Quel est le rôle de la réglementation financière dans la lutte pour la justice climatique ?

Dans leur quête de profits à court terme pour les actionnaires internationaux, les banques et les compagnies d'assurance, principalement américaines et européennes, injectent des milliards dans de dangereux projets de combustibles fossiles qui entraînent le monde dans une dégradation irréversible du climat et une perte de biodiversité, tout en nuisant aux populations et en détruisant le monde vivant dont nous dépendons tous et toutes. L'expansion des combustibles fossiles est le principal moteur de la crise climatique et de ses effets dévastateurs dans le monde entier. Ce sont les personnes qui se trouvent en première ligne de ces projets d'extraction qui mènent la lutte contre cette destruction.

Des communautés de pêcheur·euses du Pérou et du Sénégal qui luttent contre l'exploration pétrolière dans les eaux dont elles dépendent pour leur subsistance, aux défenseur·euses de l'environnement qui risquent leur vie pour protéger l'Amazonie, en passant par les personnes qui s'opposent à la fracturation en Argentine ou à l'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est malgré la répression violente et la criminalisation des manifestations,... ce sont surtout les femmes et les communautés indigènes qui mènent la résistance contre l'invasion extractive de leurs terres par des entreprises principalement européennes et américaines.

Il s'agit de la poursuite de modèles coloniaux dans lesquels les entreprises occidentales extraient des profits à travers l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie, tout en laissant une trace de destruction pour les populations sur le terrain. Tous ces projets d'extraction doivent être stoppés une fois pour toutes. C'est pourquoi les activistes de première ligne unissent leurs forces à celles des activistes pour la justice climatique et des expert·es financiers en Europe afin de couper définitivement l'argent qui alimente ces projets en changeant les règles du système.

Les organismes de surveillance du secteur financier doivent user de leur pouvoir pour mettre en place des garde-fous afin de freiner les banquiers spéculateurs avant que la crise climatique n'échappe à tout contrôle et ne provoque davantage de destructions et de dégâts dans le monde entier.

Pourquoi Bâle et qu'est-ce que la Banque des règlements internationaux ?

C'est à Bâle que sont fixées les règles applicables aux banques et aux institutions financières. Le gardien mondial du système financier, la Banque des règlements internationaux, est basé à Bâle et tient son assemblée générale annuelle à la fin du mois de juin.

La Banque des règlements internationaux (BRI) fonctionne au niveau international comme une banque des banques. C'est là que les gouverneurs et les superviseurs des banques centrales du monde entier se réunissent pour discuter de la supervision du système financier mondial. Ensemble, ils établissent de nouveaux standards et normes pour le système

financier au niveau mondial. Les recommandations et les règles établies par la BRI sont adoptées par les banques et les institutions financières du monde entier.

Si la BRI classe les actifs liés aux combustibles fossiles dans la catégorie des investissements à haut risque, comme elle l'a fait récemment pour les crypto-monnaies, elle arrêtera effectivement les nouveaux investissements dans les combustibles fossiles. Une règle simple exigerait que les banques mettent en place des tampons afin de couvrir elles-mêmes les pertes liées à leurs spéculations : Pour chaque euro que les banques investissent dans les combustibles fossiles, elles ont besoin d'un euro de leurs propres fonds pour assumer elles-mêmes les risques. Cette simple règle du « un pour un » rendra les investissements dans de nouveaux projets de combustibles fossiles si coûteux pour les banques qu'elles mettront immédiatement un terme au financement de ces projets. La règle du « un pour un » devrait être la première étape de la démocratisation du système financier afin qu'il fonctionne dans l'intérêt commun du plus grand nombre.

Que se passera-t-il pendant le Forum des Peuples ?

Le Forum sera un espace pour apprendre, établir des liens et porter la résistance pour un système financier démocratique et décolonial aux portes de l'autorité mondiale. Il se compose d'un programme varié de présentations, d'ateliers, de discussions stratégiques, de tables rondes, de concerts, d'expositions, de rituels, d'actions de rue et d'une marche jusqu'aux portes de la BRI.

Sauf indication contraire, les événements se déroulent au lieu principal du Forum des Peuples : Gundeldinger Feld, Dornacherstrasse 192, 4053 Bâle (Suisse).

Vous trouverez un programme détaillé sous endfossil.finance/info. Voici quelques points forts :

Marche des peuples

13.30, samedi 24 juin

Départ de la *Kaserne* (Klybeckstrasse 1b, 4057 Bâle), traversée de Bâle jusqu'aux portes du BIS (Centralbahnplatz 2, 4002 Bâle).

Intervention artistique : Un hommage aux défenseur·euses de la Terre

19.30-21.30, vendredi 23 juin

Exposition de défenseur·euses de l'environnement assassinés au Margarethenpark (Gundeldingerstrasse 57 - 129) avec des activistes de première ligne partageant leurs histoires de résistance face aux projets de combustibles fossiles.

Histoires de résistance

19.30 vendredi, samedi et dimanche

Des activistes de première ligne du monde entier racontent leur combat contre les projets extractivistes.

Table ronde sur une variété de sujets

Par exemple :

9h30 le vendredi 23 juin - De la justice environnementale à la régulation de la finance : une approche systématique de la finance fossile

Qui sont les activistes de première ligne qui viendront à Bâle ?

Une douzaine d'activistes autochtones et de première ligne qui mènent la lutte contre les projets d'extraction sur le terrain vont venir à Bâle. En tant que membres de la Coalition mondiale des Peuples face à l'extractivisme, ils représentent diverses luttes, notamment :

- les populations de Tanzanie, d'Ouganda et de la République démocratique du Congo qui s'opposent à la construction de l'oléoduc est-africain (East African Crude Oil Pipeline), sous l'égide de la compagnie française TotalEnergies (Stop EACOP).
- les défenseur·euses de la nature en Colombie qui, au péril de leur vie, s'opposent à l'exploitation du pétrole et du gaz et aux opérations minières des multinationales qui agissent en toute impunité et sont complices des groupes paramilitaires
- les populations du Sénégal qui luttent contre l'extraction de pétrole et de gaz par des multinationales telles que TotalEnergies, qui menacent les communautés d'agriculteur·rices et de pêcheur·euses
- les communautés indigènes nahuatl et tenek du Mexique qui s'organisent contre la fracturation par des entreprises européennes comme Eni, BP, Shell et TotalEnergies dans la région de Huasteca Potosina, connue pour sa beauté naturelle exceptionnelle.
- au Pérou, des personnes s'opposent à l'extraction de pétrole et de gaz au large des côtes et en Amazonie, malgré une répression sévère et l'assassinat de défenseur·euses de l'environnement
- les communautés locales s'opposent à la fracturation par des entreprises telles que Shell, Wintershall, Repsol, ExxonMobil et Chevron à Vaca Muerta, en Argentine, qui prive la région de son eau, laisse derrière elle une traînée de villes contaminées, désertes et appauvries et s'accompagne d'une forte augmentation des maladies telles que le cancer du poumon et la leucémie.
- les habitant·es des Philippines qui luttent pour protéger l'écosystème marin exceptionnellement riche du passage de l'île Verde contre l'expansion à grande échelle des terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL)
- Les défenseur·euses des terres Wet'suwet'en au Canada s'opposent au projet de gazoduc Coastal GasLine sur les terres indigènes

- Les communautés locales de la côte sauvage d'Afrique du Sud qui se battent pour obtenir le droit de rejeter les projets d'exploitation minière sur leurs terres, et cela alors même que les dirigeants communautaires qui se sont élevés contre les activités minières de la société Australian Mineral Commodities Ltd ont été assassinés.

Tous ces projets ont en commun un modèle néocolonial d'extraction des ressources par des sociétés essentiellement occidentales avec des financements occidentaux, au détriment des communautés sur le terrain, de l'environnement et du climat.

Intervenants lors de la conférence de presse du 15 juin 2023

Vous trouverez [ici](#) d'autres [profils de délégués de première ligne venant à Bâle](#). Veuillez contacter press@endfossil.finance pour plus d'informations et pour toute demande d'interview.

Moustapha Faty

Lutte contre les forages pétroliers au large des côtes sénégalaises

Après avoir obtenu sa licence en droit et sa maîtrise en sciences politiques à l'université de Dakar, Moustapha Faty (40 ans) a décidé de retourner en Casamance, dans le sud du Sénégal, pour mettre ses compétences au service de sa communauté rurale d'origine. Il travaille avec les agriculteurs, les pêcheurs et les entrepreneurs locaux pour mettre en place une économie locale durable, en équilibre avec le monde naturel et bénéficiant aux populations sur le terrain, par exemple grâce à des projets d'écotourisme, d'apiculture et de pisciculture durables dans les forêts de mangrove.



(c) CLessire

Grâce à 19 années de forte opposition, les communautés rurales ont réussi à lutter contre l'exploitation minière et l'extraction de combustibles fossiles qui menacent les forêts de mangroves dont dépendent des dizaines de villages pour leur survie. Elles ont bien progressé dans la création d'une zone marine protégée pour lutter contre la menace de l'érosion marine, de la déforestation et de la disparition des tortues, des coquillages et d'autres espèces. Mais ces dernières années, les menaces se sont multipliées avec une nouvelle ruée vers les forages pétroliers et gaziers au large des côtes sénégalaises par des multinationales telles que Total Energies, BP, Woodside et Cairn Energy. Ces sociétés sont financées par des banques européennes comme BNP Paribas, Citigroup, Credit Suisse, UBS et HSBC.

Tapha dit : "Au Sénégal, notre économie locale, qui dépend largement de l'agriculture et de la pêche, est actuellement menacée par l'exploitation pétrolière de multinationales telles que Total. Je viens à Bâle parce qu'il faut déstabiliser le soutien financier dont dépendent ces projets. Nous avons besoin de garanties plus solides dans le système financier pour protéger les droits de l'homme et les droits de la nature.

María Elena Foronda Farro

Lutte contre l'exploitation pétrolière sur la côte péruvienne et en Amazonie

María Elena Foronda Farro (64 ans) est une sociologue péruvienne et une ancienne parlementaire dont le travail acharné pour défendre les personnes, l'environnement et les droits territoriaux en dépit d'une répression sévère et de l'emprisonnement a été récompensé par le prix Goldman pour l'environnement en 2003. Elle est cofondatrice et directrice de l'institut environnemental Natura (Instituto Ambientalista Natura).



(c) CLessire

Le groupe pétrochimique espagnol Repsol, la compagnie pétrolière et gazière anglo-française Perenco et la compagnie irlandaise Tullow Oil figurent parmi les entreprises qui exploitent les combustibles fossiles au Pérou, ce qui s'accompagne de violations des droits des populations indigènes, de [marées noires désastreuses](#) sur la côte et dans la forêt amazonienne, et nuit à la santé de la population.

Les défenseur·euses de l'environnement, et en particulier les activistes indigènes, qui s'opposent à ces projets d'extraction pour protéger leurs communautés, risquent leur vie. Rien qu'en 2021, sept dirigeants indigènes péruviens défendant l'Amazonie ont été assassinés, comme l'a montré [Global Witness](#).

María Elena participe à la lutte contre l'approbation de nouveaux mégaprojets pétroliers sur la côte nord et en Amazonie péruvienne, dans des zones à la biodiversité exceptionnelle, sur les terres des peuples indigènes et dans des eaux dont les communautés de pêcheur·euses dépendent pour leur subsistance. Les communautés de pêcheur·euses et d'indigènes ont [opposé une forte résistance](#). Des grèves, des barrages routiers et des manifestations de masse ont permis de mobiliser le soutien du Congrès et ont conduit à l'annulation de certaines concessions pétrolières le long de la côte nord.

L'exploration et l'exploitation pétrolières au Pérou sont rendues possibles grâce au financement d'investisseurs américains et européens. Par exemple, des banques américaines et européennes telles que HSBC, Deutsche Bank et JPMorgan Chase [financent l'industrie pétrolière péruvienne](#).

María Elena déclare : "L'extraction pétrolière tue les défenseur·euses de l'environnement dans mon pays et c'est l'argent européen qui finance ces crimes. Je me rendrai à Bâle en juin

prochain pour faire pression sur les régulateurs financiers afin qu'ils mettent un terme au financement de l'industrie des combustibles fossiles qui menace la vie de tant de personnes au Pérou et dans le monde entier."

Benoît Lallemand

Lutter pour que la finance soit au service de la société

Benoît est le secrétaire général de Finance Watch. Alors qu'il préparait sa maîtrise en philosophie et sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles, Benoît est tombé sur deux articles du Monde Diplomatique en 1997, qui ont fortement influencé sa vision du monde. L'un d'eux, écrit par le sous-commandant Marcos de l'Armée zapatiste de libération nationale, décrit de manière à la fois poétique et analytique l'état du monde comme un puzzle à sept pièces.



L'autre, quelques semaines plus tard, était une réponse du rédacteur en chef Ignacio Ramonet à la crise financière asiatique. Il propose la création d'une Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyen·nes (ATTAC). Son idée a fait mouche et des centaines de réunions ont été spontanément organisées pour créer des antennes locales d'ATTAC. L'une d'entre elles s'est tenue à Bruxelles et Benoît y était, contribuant plus tard à la création d'ATTAC en Belgique et au mouvement contre l'Accord multilatéral sur l'investissement de l'OMC, avec des manifestations massives à Seattle, à Gênes et à Bruxelles.

Après cinq années d'aventures intellectuelles à l'université, Benoît a besoin d'atterrir dans la réalité et choisit de travailler dans le secteur financier pendant une courte période pour comprendre de l'intérieur cette "boîte noire" du système économique. Nous sommes au début des années 2000 et Benoît a été directement exposé aux mécanismes et instruments financiers qui ont conduit à la grande crise financière de 2007-2008.

Le court laps de temps s'est transformé en 11 ans et il cherchait désespérément un moyen de s'en sortir. Il a été engagé comme l'un des premiers employés de Finance Watch lors de sa création en 2011, une occasion parfaite de concilier son cœur de militant et l'expertise qu'il avait accumulée dans le secteur financier. Benoît est à la tête de l'organisation depuis 2017. Il a également initié Change Finance, une coalition plus large comprenant des organisations de terrain, des universitaires et des pionniers de la "bonne finance", comme moyen de créer davantage de pression publique en faveur de l'indispensable réforme du système financier.

Benoît déclare : « Au cours des 40 dernières années, nous avons assisté à une expérience extrême de libéralisation et de financiarisation de notre économie et de notre société dans son ensemble, en réponse à la crise économique des années 1970 ou pour y échapper. Cette expérience a entraîné une destruction de l'environnement, des inégalités sociales et une polarisation politique à grande échelle, tout en renforçant le néocolonialisme. La réponse à la

grande crise financière a été une occasion manquée de procéder à des réformes profondes et structurelles afin de construire un système financier démocratique répondant aux besoins des personnes et de la planète. Depuis, la financiarisation n'a fait que croître. Ses conséquences sont visibles pour tous. Il est temps de construire un mouvement mondial et diversifié pour mettre fin à cette folie ».

Frida Kohlmann

Lutter pour la justice climatique par l'amour et le jeu

Frida est impliquée dans le mouvement local pour la justice climatique à Bâle, où elle est basée. Avec le sommet sur le climat à Paris en 2015, la réalité de la crise climatique a violemment fait irruption dans sa conscience et l'a mobilisée dans l'action. Depuis lors, elle est active dans le mouvement pour la justice climatique.

Frida s'est penchée sur la question de savoir comment faire face aux divers mécanismes de défense psychologique que les gens mettent en place et comment toucher leur cœur et leur esprit avec l'urgence et l'espoir dont nous avons besoin pour faire face à la crise climatique et à ses conséquences.

Elle aime explorer et jouer avec les approches artistiques de son travail politique.



endfossil.finance

Contact : press@fossil.finance